

Selon le dernier rapport de l'Institut monégasque de la statistique et des études économiques (Imsee), consacré au premier trimestre 2021, l'emploi du secteur privé a enregistré une baisse de 3,9 %, soit 2 064 emplois en moins, par rapport à 2020. Et la casse sociale pourrait ne pas s'arrêter là, selon le président de la Fédération des entreprises monégasques (Fedem), Philippe Ortelli. Interview.

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS GÉHIN

« LA CRISE SANITAIRE VA AVOIR UN IMPACT DURABLE SUR L'EMPLOI »

PENSEZ-VOUS QUE CETTE CRISE SANITAIRE VA CONTINUER À PROVOQUER DES PERTES MASSIVES D'EMPLOIS À MONACO ?

Cette crise n'est pas terminée, et nous l'avons anticipé depuis le début. On ne peut pas arrêter l'économie mondiale pendant plusieurs mois sans conséquences pour notre économie, qui est très tournée vers l'international, et pas seulement dans l'hôtellerie-restauration. Jeudi dernier [le 17 juin 2021 — NDLR], un des meilleurs prospectivistes mondiaux [Christophe Barraud — NDLR] a donné une conférence à Monaco organisée par le Monaco Economic Board (MEB). Il a annoncé que ce secteur ne reviendra pas à son niveau précédent avant 2024. En conséquence, oui, la crise sanitaire va avoir un impact durable sur l'emploi. Et il faut tout faire pour réduire cet impact.

QUEL EST LE POIDS DES MESURES SANITAIRES SUR L'EMPLOI ?

C'est fatigant pour tout le monde ! Car ici, nous jouons tous le jeu et nous respectons les consignes gouverne-

mentales. Certaines sont devenues excessives, comme le contrôle à l'entrée de Monaco des professionnels qui travaillent avec des entreprises monégasques et qui doivent toujours présenter un test PCR s'ils viennent de plus loin que les Alpes-Maritimes. Toutes ces mesures ralentissent notre économie, et ont donc bien un effet négatif sur l'emploi, même si nous ne pouvons pas chiffrer le poids respectif de chacune.

QUELS SONT LES SECTEURS D'ACTIVITÉ LES PLUS TOUCHÉS ET POURQUOI ?

Pour des raisons évidentes, les secteurs qui sont liés au voyage et à l'hôtellerie-restauration, et les commerçants aussi par conséquence, sont les plus touchés. Cela ne signifie pas qu'ils sont les seuls, mais la diversité de l'économie monégasque lui offre heureusement une forte résilience.

QUELS SONT LES SECTEURS QUI, AU CONTRAIRE, RÉSISTENT ET POURQUOI ?

Trois piliers de l'économie monégasque ont bien résisté : la construction, les secteurs financiers et les activités intellectuelles. La construction constitue bien un secteur à part, mais pour les autres, le développement du télétravail a été salvateur.

EN JUIN 2020, VOUS ÉVOQUIEZ UNE PERTE POTENTIELLE DE « 5 000 À 8 000 EMPLOIS » : UN AN PLUS TARD, CONFIRMEZ-VOUS CETTE PRÉVISION ?

La réalité, c'est qu'il y a 10 % du PIB en moins, et près

de 5 000 personnes encore en chômage total temporaire renforcé (CTTR). Cela fait 9 % de notre population active. Nous y sommes malheureusement. L'industrie a pour partie souffert, mais pas dans des proportions comparables à d'autres secteurs.

MONACO A-T-IL DÉJÀ CONNU UNE SITUATION SI CATASTROPHIQUE POUR L'EMPLOI ?

Oui, lors de la crise de 2008, où nous avons aussi perdu 10 % de PIB, et nous avons mis trois ans à retrouver notre niveau précédent. Monaco est un petit bateau solide et agile dans les grandes tempêtes mondiales. Je suis très confiant dans la capacité des 1 700 entrepreneurs à restaurer notre économie. Mais cela prendra du temps, comme toujours.

QUE PENSEZ-VOUS DES AIDES DU GOUVERNEMENT MONÉGASQUE POUR SAUVEGARDER L'EMPLOI ?

Le gouvernement a pleinement joué son rôle et aidé généreusement beaucoup d'entreprises pour préserver l'emploi, avec un succès dont nous pouvons féliciter.

COMBIEN D'EMPLOIS ONT ÉTÉ SAUVÉS GRÂCE À ELLES ?

Nous ne pouvons pas répondre à cette question, car le CTTR n'est qu'un traitement ponctuel de la crise, et il ne peut se substituer des années à un défaut d'activité économique. Il n'a donc pas sauvé des emplois, mais il a évité des licenciements avant le rebond inéluctable qui arrive partout dans le monde.

LE CTTR A ÉTÉ PROLONGÉ JUSQU'À LA FIN DU MOIS DE JUILLET 2021 : JUSQU'À QUAND FAUT-IL LE PROLONGER ?

Comme je vous le disais, certaines entreprises ne pourront pas continuer dans l'activité économique changée des prochaines années. Cela ne veut pas dire que les salariés resteront au chômage, mais plutôt qu'ils devront se reconverter pour changer de métier. On ne peut pas soutenir pendant des années des activités qui ne sont plus viables, et l'État monégasque n'a pas de banque centrale pour acheter ses obligations. L'argent donné ici est du « vrai argent », épargné pendant les années fastes.

QUELS SONT LES LEVIERS POUR RELANCER L'EMPLOI EN PRINCIPAUTÉ ?

L'essentiel est justement de permettre d'accompagner les salariés dans cette mutation. Par exemple, le BTP est aujourd'hui en tension, avec une demande de personnel non satisfaite. Mes entreprises ont également besoin à Monaco de huit chauffeurs poids lourds en ce moment. Je pense que des chômeurs peuvent passer leur permis en un mois, et démarrer ainsi une nouvelle profession. Chacun existe aussi par son travail. Dépendre du système social ne renforce pas l'estime de soi. Au-delà, je suis gêné moralement que certains salariés ne veuillent pas revenir travailler, et préfèrent l'assistantat payé par les autres, alors qu'il y a tant de postes à pourvoir. C'est là que des mesures fermes doivent être prises.



« JE SUIS GÊNÉ MORALEMENT QUE CERTAINS SALARIÉS NE VEUillent PAS REVENIR TRAVAILLER, ET PRÉFÈRENT L'ASSISTANAT PAYÉ PAR LES AUTRES, ALORS QU'IL Y A TANT DE POSTES À POURVOIR. C'EST LÀ QUE DES MESURES FERMES DOIVENT ÊTRE PRISES »

LE TÉLÉTRAVAIL N'EST DÉSDORMAIS PLUS OBLIGATOIRE. CE MODE DE TRAVAIL VA-T-IL SE DÉVELOPPER À L'AVENIR À MONACO ?

Sans doute en partie, même si on peut déjà en voir les conséquences néfastes quand il est appliqué à 100 % du temps de travail. Nous sommes, depuis le début, favorables à une organisation mixte, avec une à deux journées par semaine en télétravail pour ceux qui le peuvent. Pas plus ! Nous sommes également soucieux du risque de délocalisation dans des pays francophones à bas coûts de main-d'œuvre pour certaines activités. C'est un réel danger pour l'économie monégasque qui vit de l'activité économique et d'un cercle vertueux de consommation sur place.

gehin.monacohebdo@groupecaroli.mc

@NicoGehin